

Contre le torpillage des grèves :

réunion du

CONGRÈS DES COMITÉS DE GRÈVE

POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

Rapines patronales.

Depuis juin 36 le patronat a réussi, grâce aux gouvernements trompeurs du F.P., à sauvegarder ses privilèges en spoliant, par la vie chère, les ouvriers et les travailleurs des classes moyennes, tout en préparant sans arrêt la Guerre et le Fascisme.

Selon les indices officiels, l'augmentation du coût de la vie a atteint 43 %. Mais les divers arbitrages obligatoires n'ont attribué que 25 % aux augmentations de salaires. D'où une diminution de 18 % du pouvoir d'achat.

Le patronat a bénéficié des salaires inférieurs institués par les conventions collectives de province en y faisant exécuter des commandes.

Pour paralyser de plus en plus les ouvriers, le patronat a licencié de nombreux militants, délégués et responsables syndicaux. En même temps il a embauché des fascistes (plusieurs milliers chez Renault).

Ces derniers temps ont été marqués par le refus d'ajuster les salaires, le refus de l'échelle mobile, par l'abandon des conventions collectives nationales, l'aggravation de la duperie de l'arbitrage obligatoire, les menaces formidables contre le droit de grève incluses dans le Statut moderne du Travail.

Première riposte dans la métallurgie.

Les ouvriers de Citroën-Michelin ont occupé depuis le 24 mars ; le lendemain, les jours suivants, le mouvement s'élargit dans la Métallurgie parisienne jusqu'à englober Renault et plus de 150.000 grévistes.

Devant eux, fort de l'appui gouvernemental et des pourparlers secrets de la direction de la C.G.T., le patronat maintient une intransigeance implacable.

Que fait la Direction du Syndicat des Métaux ?

Elle a commencé à imputer le mouvement aux « provocateurs patronaux ». Elle a laissé diviser le conflit en deux :

- 1) Citroën-Michelin et la Métallurgie ;
- 2) L'Aviation, en désolidarisant cette dernière.

Au lieu de remplir le rôle pour lequel les ouvriers la paient en se plaçant à la pointe du combat contre le patronat, la direction syndicale a pris une place entre les deux camps en lutte pour concilier les patrons et les ouvriers par la capitulation de ces derniers.

C'est ainsi que la direction syndicale s'est empressée d'accepter l'arbitrage Jacomet pour l'Aviation qui spécifie cyniquement la défaite ouvrière en ces termes : « On ne saurait envisager, dans les circonstances actuelles, le rétablissement intégral des salaires sur la base de leur pouvoir d'achat en 1936. »

En effet, c'est la semaine de 45 heures qui est instituée. Et la sentence barre, d'un trait, les 18 % dus jusqu'au 1^{er} janvier 1938, pour n'accorder que 0,75 de l'heure à valoir uniquement sur l'augmentation du prix de la vie en 1938, jusqu'au 1^{er} juillet, au moins.

Cette direction syndicale des Métaux, qui n'a pas voulu prendre la responsabilité des grèves dans les grosses boîtes, désavoue ensuite la lutte des ouvriers dans les petites et moyennes usines (*Humanité* du 13 avril) pour mieux isoler les grosses usines.

A bas les 45 heures et la Défense Nationale !

Chaque fois que le patronat, le gouvernement, avec la complicité des dirigeants syndicaux, imposent 45 heures au lieu de 40 heures à 8 ouvriers, ils volent les moyens d'existence d'un chômeur.

Le gouvernement Blum avait déjà imposé, en mars, les 45 heures dans ses arsenaux de Brest-Toulon, frayant ainsi la voie aux patrons. L'acceptation pure et simple de l'arbitrage Jacomet pour l'Aviation continue cette trahison.

Deux ans après juin 1936, les métaux et tous les ouvriers ne peuvent accepter les 45 heures comme le résultat de leurs luttes, de leur abnégation, et, de plus, imposées par la direction syndicale qu'ils paient pour leur défense.

Le prétexte de la Défense nationale est une infâme tromperie. 1914 a montré que cette Défense n'est que le massacre, la misère des travailleurs, au profit des coffres-forts. Hitler, Mussolini, Franco et le fascisme ne seront jamais abattus par leurs frères : les généraux de l'impérialisme français ; ils ne peuvent être abattus que par les prolétaires révolutionnaires de leur pays, suivant l'exem-

ple des ouvriers français en lutte contre l'impérialisme fauteur de guerres.

Camarades ! La lutte contre la guerre se confond avec la lutte pour les 40 heures, avec la lutte contre le capitalisme français, avec le succès des grèves.

Daladier succède à Blum.

Pendant que les parlementaires des partis « socialiste », « communiste » votent avec les fascistes pour le gouvernement Daladier, pendant que la C.A. de la C.G.T. (12 avril) appelle à la conciliation et affirme seulement une solidarité extérieure au mouvement des grèves, Daladier fait concentrer les Gardes mobiles à Paris. Non pas contre les Cagoulards et les autres bandits fascistes tueurs d'ouvriers (de plus en plus protégés), mais pour commencer le travail criminel de ces fascistes : la répression antiouvrière.

Travailleurs !

Si vous ne rompez pas vous-mêmes implacablement le cours des capitulations et des trahisons, c'est la défaite totale qui guette le mouvement ouvrier, c'est l'esclavage, la misère, la Guerre, le Fascisme.

A bas la Diplomatie secrète ! Indépendance vis-à-vis de l'ennemi de classe !

Démocratie ouvrière !

Plus de pourparlers des dirigeants syndicaux avec les ministres et les patrons en dehors du contrôle immédiat des Comités de Grève !

Réunions fréquentes des Assemblées générales dans chaque Usine pour mandater les délégués aux Comités de Grève !

Il faut rompre l'isolement !

La tactique des atteroiements, des conciliations, des capitulations, des accords séparés, aboutit :

— à isoler l'avant-garde des ouvriers métallurgistes parisiens du reste de la Métallurgie dans tout le pays ;

— isole la Métallurgie du reste de la classe ouvrière ;

— et, plus encore, isole la classe ouvrière des employés et techniciens, des classes moyennes, des paysans, durement atteints dans leurs moyens d'existence et qui, perdant la confiance dans la classe ouvrière, deviennent une proie pour la démagogie fasciste.

L'isolement permet la provocation patronale, il peut permettre au fascisme, arrivant derrière les Gardes mobiles, d'écraser la classe ouvrière morceau par morceau.

Une] seule solution : la Grève

Générale,

dans toutes les corporations, protégée contre les fascistes par les Milices et le prolétariat armé, pour imposer :

- le respect absolu des 40 heures ;
- le respect des droits des délégués ;
- les conventions collectives nationales ;
- le rajustement des salaires et l'Echelle mobile ;
- le contrôle de la vie chère par l'abolition du Secret commercial ;
- le contrôle ouvrier sur l'embauchage et le débauchage,

premiers pas vers le contrôle ouvrier sur toute la production, vers l'expropriation des 200 familles qui oppriment les ouvriers et les classes moyennes, qui préparent le fascisme et la guerre.

Pour cela :

Il faut créer la véritable direction des luttes ouvrières : les Co- mités de délégués ouvriers.

Pour arrêter le recul et repousser l'ennemi de classe afin de l'abattre ensuite, la première mesure à prendre est la réunion immédiate du Congrès des Comités de Grèves dans toutes les usines en conflit.

Ce Congrès appellera la réunion immédiate des Comités de délégués dans toutes les entreprises du pays.

Ces Comités tiendront sans délai leurs Congrès Régionaux, puis le Congrès National des Comités Ouvriers, lequel pourra diriger la lutte et entraîner, avec la classe ouvrière, tous les travailleurs des villes et des campagnes dans le combat révolutionnaire contre le Capitalisme.

Le choix est irrévocable.

Ou la défaite, au bout des capitulations et de la diplomatie secrète des bonzes avec les agents de l'ennemi de classe, comme en Italie, en Allemagne, en Espagne ;

Ou la victoire revendicative immédiate et la libération révolutionnaire sous la direction des Comités de délégués ouvriers que créera immédiatement :

Le Congrès des Comités de Grève

Lisez la " LUTTE OUVRIERE ", organe du P.O.I.

15, Passage Dubail, PARIS-10



IMPRIMERIE DU CHATEAU-D'EAU, 35 Boulevard de Strasbourg, PARIS-10